



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,  
de la formation et de la recherche DEFR

**Secrétariat d'État à la formation  
à la recherche et à l'innovation SEFRI**

---

# **L'éducation à la citoyenneté en Suisse – une vue d'ensemble**

## **Évolution 2018-2021 de l'éducation à la citoyenneté**

(Mise à jour du Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 16.4095 du 14 novembre 2018)

Berne, novembre 2021

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Situation initiale et mandat.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Bilan général 2018-2021 .....</b>	<b>4</b>
<b>2.1</b>	<b>Collaboration entre Confédération et cantons .....</b>	<b>4</b>
<b>2.2</b>	<b>Confédération .....</b>	<b>5</b>
<b>2.3</b>	<b>Cantons .....</b>	<b>5</b>
<b>2.4</b>	<b>Société civile.....</b>	<b>10</b>
<b>2.5</b>	<b>International .....</b>	<b>11</b>
<b>3</b>	<b>Annexes.....</b>	<b>12</b>
3.1	Annexe 1.....	12
3.2	Annexe 2.....	14
3.3	Annexe 3.....	30
<b>3.4</b>	<b>Bibliographie.....</b>	<b>32</b>

Ce document est publié uniquement en ligne. Pour faciliter la lecture et parallèlement pouvoir accéder rapidement au matériel en ligne, les documents sont sous forme de lien en bas de page.

## 1 Situation initiale et mandat

Le postulat « Stratégie globale en matière d'éducation civique en Suisse » a été déposé par le conseiller aux États Andrea Caroni le 15 décembre 2016 et adopté par le Conseil des États le 6 mars 2017. Le postulat demandait au Conseil fédéral d'élaborer un rapport qui donne une vue d'ensemble de l'éducation à la citoyenneté en Suisse. Ce rapport « L'éducation à la citoyenneté en Suisse – une vue d'ensemble, Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 16.4095, Andrea Caroni, 15.12.2016 »<sup>1</sup> a été approuvé par le Conseil fédéral et publié en novembre 2018.

Dans ce rapport, le Conseil fédéral constatait qu'il existe « à tous les niveaux et dans tous les domaines du système éducatif suisse de nombreuses activités qui contribuent à atteindre les objectifs visés à travers l'éducation à la citoyenneté. Les mesures de la Confédération couvrent également une large palette d'activités »<sup>2</sup>. Il concluait qu'il « est incontestable que la Suisse doit s'employer à renforcer la démocratie à tous les niveaux de l'État, sur les plans national et international. L'éducation à la citoyenneté, notamment, a un rôle à jouer dans cet effort »<sup>3</sup>.

Par ailleurs, le rapport fait remarquer qu'il est important de respecter les compétences actuelles en matière d'éducation à la citoyenneté et que c'est dans le cadre des compétences existantes que les éventuelles lacunes devront être comblées. L'autonomie des acteurs et le principe de subsidiarité doivent rester au premier plan.

Étant donné que sur le plan national l'on ne dispose d'aucune vue d'ensemble des activités dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté, le Conseil fédéral a mandaté le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) d'établir sur la base du rapport de 2018 une documentation régulièrement mise à jour. Celle-ci doit être concise et adopter une perspective globale sur l'ensemble des niveaux et des domaines plus ou moins directement liés à l'éducation à la citoyenneté.

La présente mise à jour entend répondre à ce mandat. Elle comprend les éléments suivants :

- un bilan général non exhaustif des mesures politiques et stratégiques prises entre 2018 et 2021 en Suisse et au niveau international (chapitres 2.1 à 2.4) ;
- une présentation de bonnes pratiques dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et dans le développement durable réalisées dans les cantons. Ces bonnes pratiques ont été choisies à titre d'exemples et ne donnent que quelques aperçus de la richesse des enseignements et des projets réalisés dans les cantons (chapitre 2.3) ;
- l'état actuel des mesures de la Confédération dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et nouvellement des mesures en matière d'éducation en vue d'un développement durable (EDD) par public-cible (annexe 2) ;
- une liste des interventions parlementaires dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté déposées entre 2010 et 2021 (annexe 3), qui montre que cette thématique est devenue de plus en plus importante ces dernières années.

Cette documentation a pour but de proposer aux responsables du domaine de l'éducation à la citoyenneté, à tous les niveaux, un instrument qui leur permettra d'optimiser l'utilisation des offres et des instruments existants, de situer l'éducation à la citoyenneté dans le contexte national et international et d'identifier les éventuels déficits. Cette documentation respecte ainsi le principe de subsidiarité comme demandé par le Conseil fédéral dans les conclusions du premier rapport. La présente mise à jour met l'accent sur les bonnes pratiques cantonales. Celles-ci sont très riches et démontrent à quel point la thématique est traitée de manière dynamique dans les écoles, souvent sur la base d'initiatives de la société civile ou d'organisations à but social.

<sup>1</sup> [L'éducation à la citoyenneté en Suisse - une vue d'ensemble](#); ci-après nommé Rapport Caroni (2018).

<sup>2</sup> Rapport Caroni (2018), p. 3.

<sup>3</sup> Id, p. 13.

Les travaux de mise à jour du rapport sont intervenus entre avril et juillet 2021. Tous les départements et les offices fédéraux impliqués dans le rapport de 2018 ont été invités à actualiser leur partie du tableau (annexe 2). Le groupe «Éducation en vue d'un Développement Durable» (EDD) de la Confédération a été également consulté. Le Secrétariat général de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a participé au rapport en mettant à disposition des bonnes pratiques recueillies dans les cantons et répertoriées au chapitre 2.3.

## 2 Bilan général 2018-2021

Le corps du rapport de 2018 reste d'actualité. Aucun office fédéral n'a demandé au moment de la mise à jour du rapport une modification du texte de 2018. Les informations données dans le rapport de 2018 ne seront pas répétées dans la présente mise à jour. Entre 2018 et 2021, le thème de l'éducation à la citoyenneté a fait l'objet de discussions tant au niveau suisse que sur le plan international, et de nombreuses mesures ont été lancées ou réalisées. Nous en présentons rapidement ici quelques-unes sans souci d'exhaustivité.

### 2.1 Collaboration entre Confédération et cantons

#### Déclaration 2019 : Objectifs politiques communs concernant l'espace suisse de la formation

La Confédération, par l'intermédiaire du DEFR (SEFRI), et les cantons par le biais de la CDIP, ont affirmé dans leur « Déclaration 2015 sur les objectifs politiques communs concernant l'espace suisse de la formation »<sup>4</sup> qu'il était nécessaire d'avoir une collaboration renforcée entre Confédération et cantons afin de maîtriser de manière large les défis d'avenir. Pour les partenaires, il est essentiel de promouvoir l'éducation au développement durable et l'éducation à la citoyenneté à tous les niveaux du système éducatif. La Déclaration 2019<sup>5</sup> confirme que ces thèmes sont des domaines importants pour lesquels la Confédération et les cantons se coordonnent.

#### Thèses du groupe d'experts sur l'éducation à la citoyenneté au degré secondaire II

En 2016, le Conseil fédéral a adopté le rapport « Enseignement de l'éducation à la citoyenneté dans la formation générale du secondaire II : Bilan » en réponse au postulat Aubert (13.3751), ainsi que le rapport d'experts correspondant<sup>6</sup>. Dans son rapport, le Conseil fédéral a demandé au SEFRI, en collaboration avec la CDIP, de discuter sur la façon d'enseigner l'éducation à la citoyenneté au degré secondaire II et d'en présenter les résultats sous forme de thèses. Les travaux des expertes et des experts ont débouché en 2019 sur la publication des « Thèses du groupe d'experts sur l'éducation à la citoyenneté au degré secondaire II »<sup>7</sup>. Au nombre de cinq, ces thèses s'adressent notamment aux autorités et aux organismes chargés de l'élaboration des plans d'études cadres et des plans de formation.

#### Projet « Évolution de la maturité gymnasiale »

Dans le cadre du projet « Evolution de la maturité gymnasiale »<sup>8</sup>, dont le but est de contribuer à ce que la formation gymnasiale réponde aux exigences futures de notre société, les thèses du groupe d'experts ont servi à préparer le projet d'actualisation du plan d'études cadre : « Chapitre II – Thématiques transversales »<sup>9</sup>. Ce document prévoit dans son chapitre 7 des lignes directrices concernant l'éducation à la citoyenneté. Il revient aux cantons et aux directions de gymnase de leur conférer un statut officiel en veillant à l'application des lignes directrices édictées.

---

<sup>4</sup> [Déclaration 2015.](#)

<sup>5</sup> [Déclaration 2019.](#)

<sup>6</sup> [Isabelle Stadelmann-Steffen, Daniela Koller et Linda Sulzer \(2015\): L'éducation à la citoyenneté au secondaire II : bilan – Rapport d'expertise demandé par le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation \(SEFRI\).](#)

<sup>7</sup> [Thèses du groupe d'experts sur l'éducation à la citoyenneté au degré secondaire II](#)

<sup>8</sup> [https://matu2023.ch/fr/.](https://matu2023.ch/fr/)

<sup>9</sup> [Chapitre II thématiques transversales.](#)

### Initiative « Formation professionnelle 2030 »

En ce qui concerne la formation professionnelle initiale, l'éducation à la citoyenneté fait partie de l'enseignement de la culture générale. Dans le cadre de l'initiative « Formation professionnelle 2030 », ce domaine sera examiné, voire modifié, le cas échéant en se basant sur les cinq thèses susmentionnées. Dans le domaine de la maturité professionnelle, les thèses sont d'ores et déjà largement intégrées dans les plans d'études cadre.

## 2.2 Confédération

### Programme de législature 2021 -2023

Le programme de législature 2021-2023 du Conseil fédéral demande à l'article 8, objectif 7, chiffre 37, l'adoption du message sur l'éducation citoyenne des jeunes en collaboration avec les cantons. Ce point de législature est de la compétence du DFI (OFAS).

## 2.3 Cantons

### 2.3.1 Exemples de bonnes pratiques à l'école obligatoire

À l'école obligatoire, les projets participatifs sont la forme la plus fréquente de projets d'éducation à la citoyenneté. À travers eux, les enfants peuvent façonner leur environnement immédiat ou se prononcer sur des questions qui les concernent directement, par exemple en lien avec l'école.

Au secondaire I, l'éducation à la citoyenneté est dispensée plus rarement dans le cadre de projets scolaires concrets. Les projets participatifs à l'école perdent de leur importance au fur et à mesure que les jeunes grandissent ; ils sont remplacés par des jeux de rôle organisés aux échelons communal, cantonal, régional ou national (par ex. Jugendparlament Berner Oberland, Jugendrat Spiez, Parlement des jeunes de la Ville de La Chaux-de-Fonds, Parlement des Jeunes de Morges, Jugendparlament Kanton Luzern, Schulen nach Bern<sup>10</sup>).

Des exemples de bonnes pratiques à l'école obligatoire sont donnés ci-après pour cinq cantons. Ils concernent tous des projets participatifs.

#### **Conseil des élèves de l'école de Bonaduz, Grisons (degrés primaire et secondaire I)**

Le conseil des élèves de l'école de Bonaduz existe depuis plus de dix ans. Dans un premier temps, des discussions se tiennent au sein du conseil de classe afin de choisir les thématiques. Dans un deuxième temps, les représentants de chaque classe discutent au sein du conseil des élèves des propositions recueillies. Des solutions concrètes sont présentées et examinées, après quoi une décision est prise d'un commun accord. Dans un troisième temps, les représentants du conseil des élèves présentent les décisions à l'ensemble de l'école.

Un projet concret du conseil des élèves de l'école de Bonaduz est le skatepark local. Il a démarré sur proposition d'une classe de 5<sup>e</sup>, après quoi il a été discuté au sein du conseil avant d'être présenté à toute l'école avec grand enthousiasme. Une pétition a ensuite été lancée et un groupe de projet formé<sup>11</sup>. Le projet a été mis en œuvre avec succès et le skatepark a été inauguré au printemps 2020<sup>12</sup>.

#### **Conseil des élèves de l'école de Wauwil, Lucerne (degrés primaire et secondaire I)**

Une nouvelle construction a été ajoutée au bâtiment Linde 3 de l'école de Wauwil; les travaux ont duré

<sup>10</sup> [Jugendparlament Berner Oberland](#); [Jugendrat Spiez](#); [Parlement des jeunes de la Ville de La Chaux-de-Fonds](#); [Parlement des Jeunes de Morges](#); [Jugendparlament Kanton Luzern](#); [Schulen nach Bern](#).

<sup>11</sup> [Campus für Demokratie, Stiftung Dialog \(10.09.2019\): Partizipation von jungen Menschen – Potential für die Gemeinde](#) et [Franz Gilgen, \(10.09.2019\): Schülerinnen und Schülerrat Bonaduz: «BestPractice in der Schule: Der Schülerinnen- und Schülerrat der Primarschule Bonaduz»](#).

<sup>12</sup> [Marcus Vontobel \(06.2020\): Rollsportanlage bereit – let's roll. Die Gemeinde Bonaduz aktuell, p. 1.](#)

jusqu'à l'été 2017. En outre, les aires de jeux devaient être réaménagées. Les enfants et les jeunes de l'école de Wauwil ont eu leur mot à dire sur le réaménagement des aires de jeux et des salles de classe dans le cadre des projets « Schul(t)räume – Schule Wauwil » et « Pausen(t)räume – Schule Wauwil »<sup>13</sup>.

Le projet a été mené en trois temps, au cours desquels les élèves ont discuté de la configuration du bâtiment. À la mi-mars 2016, une journée d'action a été organisée pour permettre à toutes les classes, de l'école enfantine à la troisième classe du secondaire, d'exprimer leurs idées et leurs souhaits.

En juin 2016, un atelier de deux demi-journées a été organisé dans le cadre du projet « Schul(t)räume », au cours duquel les représentants du conseil des élèves de la 5<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> année ont pu approfondir les aspects principaux sur les plans de l'architecte avant de les présenter. Les groupes qui ont participé au projet étaient issus des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> primaire et des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> secondaire. En tout, sept représentants du conseil des élèves ont débattu des équipements, de la structure en béton et des couleurs du nouveau bâtiment<sup>14</sup>.

Un atelier de deux demi-journées a été organisé en parallèle pour les représentants du conseil des élèves de l'ensemble des classes afin de parler de l'aménagement des salles de pause. Les groupes qui ont participé au projet étaient issus des classes enfantines, des classes du primaire et des classes du secondaire<sup>15</sup>.

Le conseil des élèves a réalisé depuis différents projets, comme la décoration de Noël du bâtiment de l'école en décembre 2020 ou la création d'emplacements de stationnement pour trottinettes en avril 2021. En prévision de la révision du plan d'aménagement de la localité, l'école de Wauwil a été chargée par la municipalité de Wauwil de rassembler les idées et les souhaits des enfants et des jeunes et de les visualiser. Ces suggestions seront soumises au conseil communal<sup>16</sup>.

### **Just Community à l'école primaire Steiacher de Brüttisellen, Zurich (degré primaire)**

À l'école primaire Steiacher de Brüttisellen (ZH), les enfants peuvent, dans le cadre du concept Just Community, s'exprimer deux fois par an sur des sujets qui concernent l'ensemble de l'école. Leur droit de regard est plus étendu que celui des conseils de classe ou des conseils d'élèves. Il leur est possible, par exemple, d'influencer les procédures ou les règlements. Les enfants apportent des idées, essaient de former des majorités pour les faire passer, recherchent des compromis, votent, apprenant ainsi les principes de base de la démocratie.

L'assemblée plénière de la Just Community de l'école primaire Steiacher est préparée par le comité d'organisation (CO) des élèves – il compte en son sein un élève par classe de la 3<sup>e</sup> à la 6<sup>e</sup> – avec l'aide du corps enseignant. Dans un premier temps, le CO se rend dans toutes les classes et invite les élèves et les enseignants à établir, au sein du conseil de classe, un inventaire des questions et des souhaits de la Just Community. Les enfants du CO présentent ensuite aux enseignants un sujet qu'ils ont choisi lors de la réunion de l'établissement scolaire. Si les enseignants le rejettent, les enfants sont informés des raisons et invités à trouver un nouveau sujet. S'ils l'approuvent, l'assemblée plénière de la Just Community est convoquée dans la salle de gymnastique. L'assemblée est composée de 30 groupes d'âges mixtes, chaque groupe ayant un animateur à sa tête.

Le sujet est présenté brièvement à l'assemblée plénière par le CO, puis discuté au sein des groupes. Chaque groupe prépare des propositions qu'il affiche sur un panneau. Un élève de chaque groupe présente les propositions à l'assemblée plénière. Après la plénière, le CO procède à une analyse de faisabilité des propositions les plus fréquemment citées : soit il approuve définitivement une des propositions car une tendance se dégage clairement en faveur de celle-ci, soit il laisse les conseils de

<sup>13</sup> [Drumherum Raumschule \(2016\): Schul\(t\)räume Schule Wauwil. Von Schul\(t\)räume Schule Wauwil.](#)

<sup>14</sup> Id.

<sup>15</sup> Id.

<sup>16</sup> [Schule Wauwil \(07.05.2021\): Schule Wauwil. Von Überarbeitung des Siedlungsleitbildes der Gemeinde Wauwil, Partizipation des Kids-Rates und Sek-Rates.](#)

classe voter sur différentes variantes. La décision est prise à la majorité des élèves. Le CO élabore ensuite un concept détaillé de mise en œuvre, qu'il soumet à la commission scolaire, laquelle vote sans la présence des élèves. Tout rejet est motivé. Si nécessaire, le CO remanie sa proposition et la soumet une nouvelle fois lors de la réunion suivante de la commission scolaire. Tant les élèves que le corps enseignant sont responsables de la mise en œuvre de la proposition une fois celle-ci approuvée. Tout au long de la procédure, les élèves sont épaulés par le groupe de projet Just Community, autrement dit par le corps enseignant<sup>17</sup>. La Just Community a déjà réalisé quelques projets, au nombre desquels la vente d'en-cas à la récréation<sup>18</sup>.

Le projet a fait l'objet d'un film « Demokratie in der Schule Steiacher », réalisé par Christian Wagner en 2018<sup>19</sup>.

#### **Just Community à l'école Balainen, Berne (degrés primaire et secondaire I)<sup>20</sup>**

À l'école Balainen, les expériences de Just Community ont débuté en 1999. Les deux premières années, elles ont été encadrées par les professeurs Fritz Oser et Wolfgang Althof de l'Université de Fribourg. La Just Community de l'école fonctionne de la manière suivante : l'assemblée plénière se réunit une à deux fois par trimestre ; les sujets sont discutés à l'avance dans les classes et aboutissent à des propositions dont le comité préparatoire débat toutes les quinze semaines, en prenant soin d'établir un procès-verbal ; les résultats sont communiqués aux classes. Le comité préparatoire décide des propositions qui sont soumises à l'assemblée plénière, qu'il organise et préside lui-même<sup>21</sup>.

Un comité de médiation se réunit toutes les trois semaines environ pour traiter des cas portés directement à la connaissance des représentants ou soumis par la "boîte aux lettres SOS". Il décide des récompenses et des sanctions et s'assure de la mise en œuvre de ses décisions<sup>22</sup>.

#### **Just Community à l'école primaire de Heiden, Appenzell Rhodes-Extérieures (degré primaire)**

Un groupe composé de deux enseignants et d'un élève de chaque classe prépare les assemblées de la Just Community à l'école primaire de Heiden. Des discussions préliminaires ont lieu afin d'aborder les problèmes, de définir les besoins en matériel et de préparer l'infrastructure dont les enfants estiment avoir besoin. Une assemblée plénière des élèves et des enseignants est convoquée toutes les trois semaines environ<sup>23</sup>. Les sujets sont abordés puis discutés au sein de groupes d'âges mixtes, avec l'aide d'un enseignant par groupe. Les groupes proposent des solutions à soumettre à l'assemblée plénière suivante, lors de laquelle les propositions présentées par les différents groupes font l'objet d'un vote. Il incombe ensuite aux classes et à la communauté scolaire de s'assurer que les décisions sont bien mises en œuvre. Le corps enseignant se charge du suivi du sujet<sup>24</sup>.

Voici quelques exemples de décisions prises par la Just Community de l'école primaire de Heiden :

- organisation d'une journée à la neige, toutes classes confondues
- mise en place d'un règlement d'utilisation des toilettes
- vente d'en-cas à la récréation,
- aménagement de la « boîte à jouets » : les classes ont décidé lors de l'assemblée plénière de collecter de l'argent pour remplacer les jouets abîmés, et l'assemblée plénière a choisi par la suite les jouets à acheter avec cet argent<sup>25</sup>.

---

<sup>17</sup> [Projektgruppe Just Community \(2016\): Konzept Just Community.](#)

<sup>18</sup> [Primarschule Steiacher Brüttisellen \(2018\): Assemblée Just Community du 27 mars 2018.](#)

<sup>19</sup> [Christian Wagner \(2018\): Demokratie in der Schule, film.](#)

<sup>20</sup> [Site internet de l'école Balainen.](#)

<sup>21</sup> [Primarschule Balainen \(2019\): Just Community - Weg Balainen.](#)

<sup>22</sup> Id.

<sup>23</sup> [Hanspeter Hotz \(non daté\): Just Community – «Gerechte und fürsorgliche Schulgemeinschaft».](#)

<sup>24</sup> [Primarschule Heiden \(non daté\): Just Community – Gelebte Demokratie im Schulhaus .](#)

Id.<sup>26</sup> [Plan d'études cadre pour l'enseignement de la culture générale, PC CG, SEFRI, \(2006\), p. 15.](#)

## 2.3.2 Exemples de bonnes pratiques au secondaire II

Au Secondaire II formation professionnelle, les Plans d'études cadre de la culture générale (PEC CG), discipline inscrite dans le programme de toutes les formations professionnelles initiales, fait la part belle au développement d'une culture citoyenne de sorte que les personnes en formation "découvrent l'intérêt qu'elles pourraient avoir à participer à la vie civique, de même que les moyens qu'elles doivent se donner pour y parvenir"<sup>26</sup>. Dans les filières de maturité professionnelle (MP), la discipline « Histoire et Institutions politiques » vise le développement des connaissances de base et des compétences requises pour comprendre les processus politiques et se forger des opinions fondées sur des questions politiques, culturelles, sociales ou économiques. L'objectif vise à ce que les apprenants participent plus tard en tant que "personnes civiquement formées à une culture démocratique et à une société pluraliste"<sup>27</sup>.

Au Secondaire II formation générale, dans le Plan d'études cadre pour les écoles de maturité<sup>28</sup>, "devenir citoyen responsable est une compétence de base qui doit préparer les jeunes à assumer plus tard les droits civiques et à s'intégrer dans la société en étant informés sur les institutions de l'État et en ayant eu la possibilité d'expérimenter activement les règles du jeu et du fonctionnement politique"<sup>29</sup> ; la discipline histoire "familiarise l'élève avec les notions de pouvoir, de contrôle du pouvoir et de participation des citoyens à la vie politique"<sup>30</sup>. Dans les écoles de culture générale, "l'approche transdisciplinaire favorise le développement de compétences permettant à l'élève de s'insérer de façon responsable, proactive et autonome dans la société et d'y participer activement"<sup>31</sup> ; la discipline « droit » garantit quant à elle "l'explication des piliers de l'État de droit et la signification des droits fondamentaux dans le contexte national et international"<sup>32</sup>.

Les cantons et les écoles du secondaire II formation générale et formation professionnelle déclinent leur plan d'études en référence aux Plans d'études cadre de la Confédération pour la formation professionnelle et de la CDIP pour les formations générales. Hormis l'enseignement dans les différentes disciplines, les établissements du secondaire II mettent en œuvre dans le domaine de l'éducation citoyenne de nombreuses activités transversales, décloisonnées de l'enseignement habituel, proposées par des enseignants de différentes disciplines, bien intégrées dans le contexte local de l'établissement ; elles rassemblent soit tous les élèves de l'école, soit l'ensemble des élèves d'un degré de formation, ou encore des élèves de différents degrés selon l'activité.

Ces activités soutiennent la découverte de la pratique de la vie politique et citoyenne et mettent en œuvre des compétences travaillées dans différentes disciplines. Elles sont souvent l'occasion de collaborer avec des partenaires externes à l'école, des associations, de (jeunes) acteurs de la vie politique et sociale (partis, associations, fondations...) ; elles sont aussi l'occasion de participer à des projets à l'échelle cantonale, régionale ou nationale. Des modules de formation, une journée extraordinaire, une semaine parfois, sont mis sur pied par l'école/le canton pour favoriser la formation de leurs élèves et des personnes en formation, dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté.

Les projets ci-après illustrent les pratiques en cours dans les cantons pendant l'année scolaire 2020/2021.

Une table ronde sur un sujet à caractère politique et social est organisée une fois par an, au printemps, à la Wirtschafts- und Kaderschule KV Bern (école d'employés de commerce de Berne). À cette occasion, un enseignant d'histoire invite un spécialiste à s'exprimer devant les jeunes apprentis (Reto

<sup>26</sup> [Plan d'études cadre pour l'enseignement de la culture générale, PC CG, SEFRI, \(2006\), p. 15.](#)

<sup>27</sup> [Plan d'études cadre pour la maturité professionnelle, PEC MP, SEFRI, \(2012\), p. 119.](#)

<sup>28</sup> [Plan d'études cadre pour les écoles de maturité, PEC des écoles de maturité, CDIP, \(1994\).](#)

<sup>29</sup> Id., p. 13.

<sup>30</sup> Id., p. 69.

<sup>31</sup> [Plan d'études cadre pour les écoles de culture générale, CDIP, \(2018\).](#)

<sup>32</sup> Id., p. 46.



Knütti, professeur de physique climatique à l'EPFZ, a notamment fait partie des invités) et à répondre à leurs questions.

Des partis politiques ou des conseillers aux États sont très souvent conviés à des échanges avec les élèves. À l'école cantonale de Trogen (Appenzell Rhodes-Extérieures), les élèves de deuxième année du secondaire II rencontrent personnellement des députés du Conseil des États. Deux sujets politiques d'actualité sont choisis et préparés la semaine précédente en cours d'économie et de droit, puis discutés avec une personnalité politique. Les jeunes peuvent ainsi se faire une idée des mécanismes parlementaires.

L'école cantonale de Frauenfeld (Thurgovie) organise des exercices concrets de simulation, notamment lors de la **semaine d'éducation à la citoyenneté**<sup>33</sup>. Dans le cadre du projet « Jugend macht Politik », cinq partis politiques ou groupes parlementaires et un Conseil fédéral factice simulent le fonctionnement du Parlement en tentant de réagir à des thèmes hebdomadaires et à des interventions émanant des groupes parlementaires. Pour rendre le tout aussi réaliste que possible, les membres fictifs du Parlement sont épaulés par des personnalités politiques et par des spécialistes. Ces débats parlementaires ont souvent lieu dans la salle du Grand Conseil, à l'Hôtel de ville de Frauenfeld. Un jury de l'école cantonale de la ville récompense le parti le plus compétent et le plus convaincant.

À travers des rencontres transdisciplinaires spécifiques, les élèves sont encouragés à effectuer des recherches sur un sujet particulier, à développer des arguments et à arrêter une position à l'issue de riches débats. Le Parlement des jeunes de la Convention alpine (Youth Parliament of the Alpine Convention, YPAC)<sup>34</sup> (école cantonale de Trogen, Appenzell Rhodes-Extérieures) rassemble dix écoles de l'arc alpin au sein d'un **parlement fictif** dans le but de leur faire élaborer des postulats et de les adopter. De cette manière, les jeunes se familiarisent avec les procédures parlementaires et débattent directement de questions politiques.

Les élèves des filières de maturité professionnelle sont incités à s'éduquer à la citoyenneté par des **jeux de rôle** sur des sujets choisis ayant trait au domaine social, à l'économie, aux finances ou à l'environnement, par exemple, ou par des discussions sur les formes de gouvernement, par des questions aux membres du Grand Conseil du canton de Lucerne, qui doivent leur répondre par écrit, ou par des échanges avec les juristes de la Chancellerie fédérale.

Durant la pandémie, l'association **Discuss it**<sup>35</sup> a organisé une soixantaine de tables rondes en ligne (« Discuss it digital » ; 96 rencontres ont été organisées au total). Au sein de l'association, des étudiants et de jeunes professionnels défendent leur volonté d'être impliqués dans la vie politique et d'être éduqués à la citoyenneté. C'est pourquoi *Discuss it* propose d'organiser, dans les écoles du secondaire II et les écoles professionnelles, des rencontres sur des sujets politiques d'actualité et des objets soumis à votation. Plusieurs écoles argoviennes ont profité de ces offres en 2020 et 2021. La Technische Berufsschule Zürich (TBZ) et la Baugewerbliche Berufsschule Zürich (BBZ) coopèrent depuis quelques années avec la plateforme, qui organise des tables rondes sur des questions politiques fondamentales et sur des scrutins.

En Suisse romande, **easy vote**<sup>36</sup> de la Fédération suisse des Parlements des jeunes a reçu, au nom de la Fondation ch (Fondation pour la collaboration confédérale), le Prix du Fédéralisme. Le but d'easyvote, initié à Köniz au début des années 2000, et repris par la Fédération suisse des Parlements des jeunes en 2011, est d'encourager, d'accompagner et de faciliter la participation des jeunes citoyens à la vie politique, celle de leur commune, de leur canton et du pays. Ceci en réalisant – et en diffusant avec le concours de déjà plus de 530 communes suisses sur 2172 – des brochures d'information plurilingues, neutres dans leur ton mais rédigées dans un langage jeune et actuel pour être le plus

<sup>33</sup> [Simulationsspiele an der Kantonsschule Frauenfeld.](#)

<sup>34</sup> [Jugendparlament an der Kantonsschuler Trogen.](#)

<sup>35</sup> <https://www.discussit.ch/fr/>.

<sup>36</sup> <https://www.easyyote.ch/fr/>.

compréhensibles possible. Réalisée pour des jeunes par des jeunes, la documentation est largement utilisée par les enseignants pour présenter les objets de votation à leur classe.

**Jeunesse débat**<sup>37</sup> vise à éveiller les jeunes du secondaire I et II à la pratique du débat démocratique, à leur enseigner les méthodes de rhétorique et l'importance du langage corporel et à leur apprendre à se forger une opinion personnelle basée sur des arguments solides. Les jeunes apprennent à mener de bons débats, à défendre leur position avec succès et à respecter l'avis d'autrui. Les formations continues pour les enseignants, une méthode d'application en classe, le matériel pédagogique avec des dossiers thématiques actuels et un concours national permettent de préparer les jeunes à participer aux votations et constituent un complément intéressant à l'enseignement des programmes du secondaire.

Les élèves ont aussi la possibilité de découvrir les institutions et les processus internationaux en tant que participants, en tant qu'animateurs ou en tant qu'organiseurs des discussions. Les élèves de troisième année du secondaire II de l'école cantonale de Trogen participent à une journée sur le thème « **La Suisse et l'Europe** », au cours de laquelle sont expliquées les relations entre les deux entités, les valeurs fondamentales de l'UE et ses institutions. En seconde partie de journée, un représentant d'un pays membre de l'UE présente un exposé, suivi d'une discussion et d'une séance de questions. Les élèves participent activement à l'organisation de la rencontre et à son animation.

A Fribourg, les collèges de St-Michel, Ste-Croix, de Gambach et du Sud créent ensemble le « **Student's United Nations Educational and Cultural Organisation** » (**SUNESCO**), comme simulation de l'Assemblée Générale des Nations Unies. L'organisation de cette assemblée, qui siège deux jours en mai de chaque année, motive les élèves à participer à la vie politique internationale, à la diplomatie et à développer leurs connaissances en la matière. Les élèves sont amenés à créer des résolutions en lien avec l'actualité et avec les thématiques propres à l'ONU (paix et sécurité, droits de l'homme, droit international, développement durable et aide humanitaire).

Dans le canton de Lucerne, le projet **Nation Finding** propose chaque année de comparer la naissance de la Suisse à celle des États-Unis. Au programme : débats d'experts, visites virtuelles et interventions en ligne de personnalités politiques américaines. L'enseignement est bilingue.

Dans le canton de Vaud, l'opération **Toutes 1' Histoire** a proposé à l'ensemble des classes du canton de discuter du rôle et de la place des femmes en 2019, puis d'en faire une vidéo d'une minute avec un smartphone, ce qui a amené plus de 1500 jeunes à débattre des inégalités de genre, à dénoncer les inégalités, briser les clichés et combattre les injustices. Plus de 100 vidéos de qualité ont été réalisées dans ce contexte<sup>38</sup>. Le site en question propose également des pistes d'activités sur la question de l'égalité femmes-hommes pour les enseignants et leurs classes, ou encore des séquences pédagogiques, notamment sous forme de capsules vidéo réalisées par des élèves de l'école obligatoire ou postobligatoire (gymnases et écoles professionnelles).

## 2.4 Société civile

Ce chapitre présente à titre d'exemple uniquement une initiative large dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté, même si la société civile est très active dans ce domaine. Faisant suite à l'appel de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), le Campus Démocratie<sup>39</sup> a lancé la Journée de la Démocratie qui a eu lieu en Suisse pour la première fois le 15 septembre 2021. Le processus a été ouvert en mars

---

<https://yes.swiss/fr/programmes/la-jeunesse-debat>.

<sup>38</sup> <https://toutes1histoire.ch/>. Le Campus pour la démocratie a été fondé par la Fondation Dialogue en coopération avec la Nouvelle Société Helvétique afin de promouvoir l'éducation à la citoyenneté et la participation politique en Suisse et de renforcer ainsi la démocratie ; [campus pour la démocratie](#).

Le Campus pour la démocratie a été fondé par la Fondation Dialogue en coopération avec la Nouvelle Société Helvétique afin de promouvoir l'éducation à la citoyenneté et la participation politique en Suisse et de renforcer ainsi la démocratie ; [campus pour la démocratie](#).

2021 avec un message du Président de la Confédération Guy Parmelin<sup>40</sup>. Lors de cette journée du 15 septembre, des activités et des actions ont été réalisées à l'échelle locale. Basées sur le respect de lignes directrices<sup>41</sup>, les actions ont été préparées et organisées par des administrations et institutions politiques, par des fondations et des organisations non gouvernementales ou encore par des initiatives citoyennes. Le but de cette journée est entre autres une éducation à la citoyenneté au sens de la *Charte sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme* du Conseil de l'Europe<sup>42</sup> qui met en avant la formation et la pratique de compétences et de comportements pour promouvoir et protéger la démocratie. Il est prévu d'organiser chaque année une telle journée.

## 2.5 International

Dans son rapport de 2021 « Situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit – Un renouveau démocratique pour l'Europe »<sup>43</sup>, la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe rappelle dans le chapitre 8 dédié à la participation démocratique l'importance de l'éducation à la démocratie. Elle renvoie à ce titre au « Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie »<sup>44</sup>. Ce cadre est destiné aux responsables des politiques éducatives et propose une approche systématique de la conception de l'enseignement, de l'apprentissage et de l'évaluation des compétences pour une culture de la démocratie.

Comme indiqué au chapitre 2.3, l'ONU a lancé la Journée internationale de la Démocratie. La Suisse suit le mouvement et entend institutionnaliser cette journée dans les prochaines années.

---

<sup>40</sup> [Message du président de la Confédération pour le lancement de la journée de la démocratie.](#)

<sup>41</sup> [Lignes directrices pour le lancement de projets par l'intermédiaire du campus pour la démocratie.](#)

<sup>42</sup> Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme. [Recommandation CM/Rec\(2010\)7](#) adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 11 mai 2010 et exposé des motifs, Strasbourg 2011, p. 7. Le terme « apprenants » tel qu'il est utilisé dans ce contexte ne se limite pas à la formation professionnelle. Il englobe des personnes apprenantes de tous domaines et tous niveaux de formation.

<sup>43</sup> <https://rm.coe.int/rapport-annuel-sg-2021/1680a264a3>.

<sup>44</sup> [Les trois volumes et un résumé peuvent être téléchargés sur le site du Conseil de l'Europe.](#)

## 3 Annexes

### 3.1 Annexe 1

Texte du postulat

16.4095 Postulat

#### **Stratégie globale en matière d'éducation civique en Suisse**

Déposé par: Caroni Andrea

Date de dépôt: 15.12.2016

#### **Texte du postulat**

Le Conseil fédéral est chargé de mettre en place une stratégie globale en matière d'éducation civique, dont l'objectif sera d'assurer le maintien et l'amélioration des compétences de la population dans le domaine de la participation politique.

#### **Développement**

Les importants droits de participation dont jouissent les citoyens en Suisse constituent l'un des principaux piliers de notre État démocratique. Afin que le plus grand nombre puisse s'impliquer dans notre démocratie, il est indispensable de renforcer et d'améliorer en permanence les compétences de toute la population en la matière, notamment en raison de l'évolution du contexte (numérisation, perte d'influence des institutions traditionnelles, renforcement du caractère phare des votations et des élections fédérales, etc.).

Le Conseil fédéral s'est certes déjà penché sur certains aspects de l'éducation civique en Suisse dans les réponses qu'il a données aux interventions Aubert 13.3751 (éducation civique au secondaire II), Reynard 14.3470 (droit de vote à 16 ans), Masshardt 14.4267 (aspects institutionnels et financiers), Masshardt 15.4023 (formation professionnelle), Amherd 16.3833 (éducation civique au secondaire I) et Müller Damian 16.3780 (système de milice).

Mais certains aspects importants, tels que la formation politique des adultes comprise comme formation permanente tout au long de la vie, n'ont pas encore été examinés.

Une vue d'ensemble comparative de l'éducation civique en Suisse fait également défaut. Une telle vue d'ensemble permettrait de mettre en place une stratégie nationale cohérente en matière d'éducation civique et de mettre en évidence les interfaces, les lacunes et les synergies existantes ainsi que la manière dont on pourrait passer à un système axé sur les résultats (tel qu'il en existe déjà dans d'autres domaines politiques).

La stratégie présentée dans ce rapport devra porter non seulement sur l'éducation civique dispensée à tous les niveaux de l'enseignement scolaire, mais également sur l'éducation civique extrascolaire et l'éducation dispensée aux adultes. Le rapport présentera la situation actuelle, les objectifs visés et les différents champs d'action, ainsi que les modifications légales nécessaires. Il ne devra pas se baser uniquement sur les instruments existant à tous les niveaux, mais également proposer de nouvelles approches et formes d'organisation en s'inspirant des expériences faites dans d'autres pays.

#### **Avis du Conseil fédéral du 15.02.2017**

Dans les interventions parlementaires mentionnées relatives à l'éducation civique en Suisse, le Conseil fédéral a toujours souligné l'importance, d'une part, de la participation de la population à la politique et, d'autre part, de l'éducation dans ce domaine.

Conformément à leur « Déclaration 2015 sur les objectifs politiques communs concernant l'espace suisse de la formation », la Confédération et les cantons s'engagent en faveur de l'éducation civique en Suisse. Ils intègrent ce thème dans leurs plans et programmes d'études et de formation des degrés primaire et secondaires I et II. La Confédération propose par ailleurs un programme-cadre gratuit relatif à la brochure « La Confédération en bref » visant à soutenir les enseignants dans le cadre de

l'instruction civique. Le rapport de juin 2016 donnant suite au postulat Aubert 13.3751 montre aussi que l'éducation à la citoyenneté est bien établie dans les plans d'études cadres des écoles gymnasiales et des écoles professionnelles de Suisse. Le Conseil fédéral et la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) se sont néanmoins fixé pour objectif de veiller, lors des prochaines révisions des plans et programmes d'études, à la mise en œuvre à l'échelle nationale des contenus de l'instruction civique et de sensibiliser les enseignants à l'utilisation de ces outils. La participation de la CDIP à ce projet est déterminante étant donné qu'en vertu de l'article 62 alinéa 1 de la Constitution, les cantons assument la responsabilité d'une grande partie du système éducatif.

En vertu de la loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ), la Confédération soutient en outre des organes responsables et des projets dans le domaine extrascolaire en vue d'encourager la participation politique des jeunes, tels que par exemple la Fédération suisse des parlements des jeunes ainsi que les sessions fédérales des jeunes. Par ailleurs, la Confédération, les cantons et les communes gèrent des portails d'information (ch.ch, Civicampus, Parlons du Parlement, Juniorparl). Avec ses émissions spécifiques, la Société suisse SRG SSR, bénéficiaire d'une concession du Conseil fédéral, contribue également à la formation de l'opinion politique de la population. La brochure « La Confédération en bref » informe en outre sur les droits politiques d'une manière générale. Le Conseil fédéral attache par ailleurs une grande importance à la présentation claire et compréhensible des contenus soumis en votation populaire.

La formation non formelle des adultes est régie par la loi sur la formation continue (LFCo ; RS 419.1). Cette base légale mentionne que la formation continue relève de la responsabilité individuelle (art. 5 al. 1 LFCo). La Confédération et les cantons soutiennent les initiatives individuelles de formation continue en veillant à ce que chaque individu puisse continuer à se former en fonction de ses capacités (art. 4 let. a LFCo). Ils n'exercent cependant aucune influence sur les contenus de la formation continue. Un engagement de la Confédération dans ce domaine constituerait une ingérence dans les activités autonomes des prestataires de formation. Il exigerait la mise en place de structures bureaucratiques et entraînerait un surcroît de travail et des charges financières supplémentaires.

Les initiatives du domaine scolaire et extrascolaire visant l'éducation à la citoyenneté sont multiples et sont (co)pilotées par la Confédération. Il convient de relever par ailleurs que le taux de participation de la population aux votations fédérales est maintenu à un niveau élevé (environ 40 pour cent) depuis trente-cinq ans.

A l'aide des ressources dont elle dispose, la Confédération va poursuivre ses efforts visant à encourager les droits de participation de la population à la vie politique. Vu la situation précaire des finances fédérales, le Conseil fédéral préfère toutefois investir les ressources dans des mesures concrètes plutôt que dans l'élaboration d'un nouveau rapport.

**Proposition du Conseil fédéral du 15.02.2017**

Le Conseil fédéral propose de rejeter le postulat.

**Décision du Conseil des États du 06.03.2017**

Postulat adopté

## 3.2 Annexe 2

### Annexe au rapport « L'éducation à la citoyenneté en Suisse - une vue d'ensemble » (actualisé en septembre 2021)

Présentation synoptique de l'encouragement fédéral de **domaines spécifiques connexes à l'éducation à la citoyenneté et à l'éducation au développement durable** (état septembre 2021).

Les activités et mesures sont classées par département compétent.

#### Légende

EO : école obligatoire

Sec. II : secondaire II (gymnase, formation professionnelle et maturité professionnelle)

Tertiaire : formation professionnelle supérieure (examens professionnels, examens professionnels supérieurs et écoles supérieures), hautes écoles (hautes écoles pédagogiques, hautes écoles spécialisées et université/EPF)

Grand pub. : grand public ; formation continue informelle et non formelle<sup>45</sup> pour toutes les tranches d'âge

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)						
Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Tertiaire	Grand pub.
Secrétariat d'État	- Projet de grande envergure sur l'encouragement de l'éducation à la citoyenneté mondiale dans le domaine de la formation non formelle et informelle en Suisse, mis en œuvre par la Commission suisse pour l'UNESCO ainsi que des organisations partenaires <sup>46</sup> .	Citizenship signifie l'engagement et la participation politique, Global Citizenship signifie que les défis d'importance mondiale sont abordés par le biais de l'engagement social. La Global Citizenship Education (GCED) est donc comprise comme une éducation politique ayant une perspective mondiale <sup>47</sup> .				X

<sup>45</sup> Au sens de la loi fédérale du 20 juin 2014 sur la formation continue (RS 419.1), la formation non formelle est la formation structurée en dehors de la formation formelle (école obligatoire, secondaire II et niveau tertiaire, tandis que la formation informelle correspond aux compétences acquises en dehors de la formation structurée (cours dispensés par des enseignants).

<sup>46</sup> Le projet est encore en phase de lancement. De plus amples informations peuvent être fournies sur demande.

<sup>47</sup> <https://www.unesco.ch/fr/>

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
Secrétariat d'État	- Appel à projet pour la mise en œuvre de projets de petite ampleur visant à faire connaître l'éducation à la citoyenneté mondiale	En 2020, la Commission suisse pour l'UNESCO a lancé un appel à projets sur le thème de l'éducation à la citoyenneté mondiale dans les secteurs non formels et informels en rapport avec la pandémie du nouveau coronavirus. Les cinq projets montrent dans quelle mesure l'éducation à la citoyenneté mondiale peut proposer de nouvelles approches de réflexion et d'action pour contribuer à maîtriser les conséquences sanitaires, sociales et économiques de la pandémie.				X
	- Conférences et ateliers sur l'éducation à la citoyenneté mondiale organisés par différentes institutions	La Commission suisse pour l'UNESCO donne des conférences et prépare des ateliers pour visibiliser l'éducation à la citoyenneté. En 2020 et en 2021, elle a notamment créé des ateliers dans le cadre de la Session fédérale des jeunes, organisée par le CSAJ.				X
	- Policy Brief « Éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) ». Vers une citoyenneté active grâce à l'éducation politique avec une perspective globale dans les secteurs non formels et informels (2019, Commission suisse pour l'UNESCO)	La Policy Brief explique brièvement ce qu'il faut entendre par éducation à la citoyenneté mondiale (ECM), quel est son but, comment elle peut être renforcée par la formation, qu'elle soit formelle ou non formelle, et à quoi elle peut contribuer <sup>48</sup> .				X
	- Conférence annuelle « Plateforme suisse Éducation 2030 »	Grâce à la « Plateforme suisse Éducation 2030 », la Commission suisse pour l'UNESCO permet des échanges réguliers entre différents acteurs et favorise le travail en réseau afin de créer des synergies pour la mise en œuvre de l'Agenda Éducation 2030 en Suisse. Des sujets en lien avec l'éducation à la citoyenneté sont régulièrement traités. Celui de la conférence annuelle 2021 était le suivant : « L'éducation à la citoyenneté numérique dans tous ses états » <sup>49</sup> .				X

<sup>48</sup> [https://www.unesco.ch/fr/ou\\_publication](https://www.unesco.ch/fr/ou_publication)

<sup>49</sup> [La conférence a eu lieu le 22 septembre 2021](#)

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
Direction politique DP	- Publication de la revue de politique étrangère Politorbis	- Politorbis s'adresse à un large public intéressé aux questions de politique étrangère, aussi bien dans l'administration fédérale qu'en dehors de celle-ci.				X
	- Activités de la section Politique des droits humains de la division Sécurité humaine DSH sur le thème de l'éducation aux droits humains	- Cours de formation continue sur le thème des droits humains à l'intention des collaborateurs de l'administration fédérale. - Soutien aux festivals du film des droits humains à Genève, Zurich et Lugano, qui sensibilisent les élèves du secondaire, des gymnases et des écoles professionnelles aux droits humains. - Contributions scientifiques à des ateliers et des journées de formation continue d'ONG suisses, par exemple Amnesty International Suisse et Swisspeace. - Soutien de la plateforme d'information humanrights.ch, un projet de l'association Humanrights.ch/MERS.				X
	- Master en médiation	En collaboration avec le DFAE, l'École polytechnique fédérale de Zurich EPFZ a lancé en novembre 2017 le programme Master of Advanced Studies ETH Mediation in Peace Processes, qui est consacré à la médiation de paix dans les conflits politiques internationaux.			X	
	- Peace Mediation Course PMC	Le PMC est une formation approfondie de deux semaines sur la médiation. Organisée par le DFAE depuis 2008, le cours est devenu un événement annuel attendu des formateurs de haut niveau et des praticiens suisses et internationaux désireux d'approfondir leur compréhension de la médiation de la paix et d'acquérir les compétences, connaissances et attitudes nécessaires au bon déroulement d'un processus de paix.			X	X



Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
Direction politique DP	- Religion and Mediation Course RMC	Organisé par l'EPFZ et le DFAE, le RMC est une formation spécialisée pour les médiateurs, les praticiens de la paix, les décideurs politiques et autres personnes travaillant dans le domaine de la résolution de conflits violents dans des contextes où la religion joue un rôle important. L'objectif est pour les participants d'approfondir leur compréhension en ce qui concerne l'interaction entre la religion et la politique dans les conflits politiques violents.				X
Direction des affaires européennes (DAE)	- Séminaires Europe : programme de formation pour l'approfondissement des connaissances des employés fédéraux et cantonaux sur les questions européennes.	Le but des Séminaires Europe est d'exposer les défis essentiels de l'intégration européenne et de transmettre aux participants un savoir théorique et pratique qui les aidera à gérer les problématiques qu'ils rencontreront dans leur travail au quotidien.				X
Direction du droit international public (DDIP)	- Domaine thématique Droits de l'enfant et terrorisme	- Élaboration, par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ONUDC, d'un manuel et de matériel didactique pour le traitement de la problématique des enfants associés à des groupes terroristes. - Organisation, par l'Institut international pour la justice et l'État de droit IIJ, de formations sur le plan régional pour les juges, les procureurs, la police et les autorités d'exécution des peines sur la base du Mémorandum de Neuchâtel sur les bonnes pratiques de justice pour mineurs dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.			X	X
	- International Holocaust Remembrance Alliance IHRA	La Suisse a présidé l'IHRA en 2017. À cette occasion, le DFAE a soutenu divers projets en Suisse afin de maintenir la connaissance et la mémoire de l'Holocauste au moyen d'expositions ainsi que de rencontres physiques et virtuelles avec des survivants de l'Holocauste.				X

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
Direction du développement et de la coopération DDC	- Project Humanity : moyens didactiques et projet scolaire sur le thème de l'éducation axée sur des valeurs, offrant à la nouvelle génération un accès aux principes et aux valeurs humanitaires	En collaboration avec la Haute école pédagogique de Zoug, la DDC a lancé, avec le soutien de la Croix-Rouge suisse CRS, de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge FICR et du Comité international de la Croix-Rouge CICR, ce projet scolaire visant à sensibiliser les jeunes aux principes humanitaires.	X			
	- Conférences annuelles, mesures de sensibilisation et conférences dans des écoles publiques, des gymnases, des hautes écoles spécialisées et des universités sur des thèmes relatifs à la coopération internationale au développement et de l'aide humanitaire	Thèmes : coopération avec les pays de l'Est, coopération avec les pays du Sud, aide humanitaire, migration, exil, rôle de la DDC dans le dialogue global sur les migrations, sécurité alimentaire internationale, systèmes durables d'approvisionnement en denrées alimentaires, empreinte eau, risques liés à l'eau, santé globale, Agenda 2030 et objectifs du développement durable (Sustainable Development Goals, SDG), rôle de la Suisse dans la coopération internationale au développement.				X
	- Magazine « Un seul monde » <sup>50</sup> de la DDC	Le magazine gratuit « Un seul monde » paraît quatre fois par an et offre des angles de vue inhabituels sur les pays en développement. Il se propose de faire connaître les coulisses, les problèmes et les chances de l'engagement en matière de coopération internationale. Le magazine informe régulièrement sur des thèmes importants liés au développement et prend position sur des enjeux actuels				X
	- Newsletter de la DDC <sup>51</sup>	Publiée tous les deux mois, la newsletter de la DDC fournit des informations sur la coopération suisse au développement et sur l'aide humanitaire.				X
	- Soutien à éducation21, le centre national de compétences pour l'éducation au développement durable.	Voir descriptif à la fin du tableau	X			

<sup>50</sup> [Publication "Un seul monde"](#)

<sup>51</sup> [Newsletter de la DDC](#)

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
Direction du développement et de la coopération DDC	- Projets et programmes dans des pays en développement et des pays émergents	<p>-L'éducation à la citoyenneté est aussi un aspect traité dans différents projets et programmes de coopération au développement conduits à l'étranger, par exemple dans les programmes de gouvernance ou les programmes dédiés à la gestion des défis globaux comme l'eau ou le climat.</p> <p>- Dans le cadre de son engagement en faveur de la participation démocratique, de l'état de droit et de la lutte contre la corruption, la DDC encourage des programmes pluriannuels d'éducation à la citoyenneté en Ukraine, en Moldavie et au Kosovo. À cela s'ajoutent des programmes destinés à soutenir le travail des parlements, notamment grâce à une collaboration avec les Services du Parlement suisses, qui permettent aux pays partenaires de bénéficier du savoir-faire de la Suisse dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté (par ex. en Ex-République yougoslave de Macédoine).</p> <p>- Le Programme global Changement climatique de la DDC, en collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), a élaboré des stratégies nationales d'apprentissage afin d'intégrer la thématique du changement climatique dans les programmes d'enseignement des pays en développement.</p> <p>- Cours en ligne d'introduction au changement climatique: la DDC soutient par ailleurs un cours d'introduction sur le changement climatique, en six modules, proposé en ligne sur le site d'UNITAR<sup>52</sup></p> <p>- Le Programme global Eau soutient les mesures de sensibilisation auprès des jeunes et des jeunes professionnels et développe leur capacité de participer au débat politique sur les questions de l'eau, par exemple dans le cadre du Parlement européen de la jeunesse pour l'eau.</p> <p>- La DDC a codéveloppé le programme Blue School (« École bleue »), qui vise à sensibiliser les écoliers au cycle de l'eau et à une gestion respectueuse des ressources en eau.</p>				X

<sup>52</sup> <https://www.unclearn.org/fr/>

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
<b>Département fédéral de l'intérieur (DFI)</b>						
Service de lutte contre le racisme (SLR)	- Aides financières en faveur de projets éducatifs dans les écoles sur les thèmes de la discrimination raciale et des droits humains	Le Service de lutte contre le racisme (SLR) alloue depuis 2001 des aides financières à des projets éducatifs dans les écoles sur les thèmes de la discrimination raciale et des droits humains. La fondation éducation21 est le centre de référence pour l'éducation à la non-discrimination raciale et aux droits humains. Elle conçoit les projets soutenus par le Service de lutte contre le racisme dans le domaine scolaire, elle les accompagne et elle les évalue. Les projets traitent de sujets tels que l'attitude face à ce qui est étranger, les mécanismes d'exclusion, le courage civique, l'Holocauste ou la discrimination et le racisme au quotidien.	X			
Office fédéral de la santé publique (OFSP)	- Encouragement de l'éducation en vue d'un développement durable (soutien à éducation21, le centre de compétences national pour l'EDD)	Voir descriptif à la fin du tableau	X			
Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV)	- Encouragement de l'éducation en vue d'un développement durable (EDD)	Sur la base du matériel existant, l'OSAV a financé l'élaboration de propositions didactiques à l'intention des enseignants sur le thème de l'alimentation saine, équilibrée et durable. Ces travaux avaient pour objectif d'optimiser l'éducation nutritionnelle à l'école et de contribuer ainsi à l'EDD.	X			

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
Office fédéral des assurances sociales (OFAS)	- Aides financières en vertu de la loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ) pour soutenir les activités extrascolaires et promouvoir ainsi la participation et l'intégration sociale, culturelle et politique des enfants et des jeunes	La politique d'encouragement de l'enfance et de la jeunesse favorise le développement, la participation et l'autonomie des enfants et des jeunes. Sa réalisation permet d'appliquer l'art. 41, al. 1, let. g, Cst., qui vise à encourager les enfants et les jeunes à devenir progressivement des personnes indépendantes, autonomes et responsables, et à les soutenir dans leur intégration sociale, culturelle et politique. Les protagonistes de cette politique sont les associations et organisations de jeunesse, ainsi que les cantons et les communes. Les activités, offres et services de ces acteurs, y compris par exemple des projets de participation politique au niveau fédéral, peuvent être soutenus avec des aides financières en vertu de la LEEJ.				X <sup>53</sup>
	- Coordination de la mise en œuvre de la Convention de l'ONU des droits de l'enfant en Suisse et aides financières en vertu du crédit « Droits de l'enfant »	La Confédération s'engage à mieux faire connaître la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant et à coordonner la mise en œuvre de cette convention. En 2021, le Conseil fédéral a décidé de soutenir les organisations qui sensibilisent les acteurs de la formation initiale et continue aux droits de l'enfant, et ce au moyen d'aides financières octroyées pendant cinq ans (point fort 2022-2026).				X
	- Plateforme nationale Jeunes et médias pour la promotion des compétences numériques	Sur mandat du Conseil fédéral, la plateforme Jeunes et médias poursuit l'objectif d'encourager les enfants et les jeunes à utiliser les médias numériques de façon sûre et responsable, en leur faisant connaître tant les opportunités que les risques liés à ces outils. Les informations et recommandations de la plateforme s'adressent en premier lieu aux parents et personnes de référence, ainsi qu'aux enseignants et aux professionnels, pour qu'ils puissent ensuite accompagner de manière active les enfants et les jeunes dans leur utilisation quotidienne des médias numériques.				X

<sup>53</sup> Groupe cible LEEJ : enfants et jeunes domiciliés en Suisse, de l'âge d'entrée à l'école enfantine à l'âge de 25 ans (30 ans pour les jeunes qui exercent bénévolement une fonction au sein d'un organisme privé).

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
<b>Département fédéral de justice et police (DFJP)</b>						
Institut suisse de droit comparé (ISDC)	- Cours d'introduction à l'ISDC	Cours à l'intention des étudiants de toutes les facultés de droit, et en partie ouverts à d'autres groupes, portant notamment sur les thèmes des processus législatifs dans les systèmes juridiques étrangers en général et du rôle du droit comparé en particulier.			X	
<b>Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)</b>						
Secrétariat général du DDPS	- Enquêtes fédérales auprès de la jeunesse ch-x	Développement des premiers examens pédagogiques des recrues introduits en 1854, les enquêtes auprès des jeunes comprennent une série d'indicateurs clés inchangés qui touchent notamment aux champs de l'éducation et de la politique.				X
Office fédéral de la protection de la population (OFPP)	- Portail alertswiss (www.alert.swiss)	Le site internet alertswiss est une plateforme d'information dédiée à la préparation et au comportement à adopter en cas de catastrophes et de situations d'urgence en Suisse. Elle vise notamment à promouvoir la responsabilité individuelle et sociale au sens de l'art. 6 Cst. (« Toute personne est responsable d'elle-même et contribue selon ses forces à l'accomplissement des tâches de l'État et de la société. »).				X
	- Formation des instructeurs de la protection civile, des officiers de la protection civile et des membres des organes civils de conduite	La formation porte notamment sur la politique suisse de sécurité, sur les tâches et la mobilisation des organisations partenaires dans la protection de la population et sur les bases juridiques à respecter pour faire face aux catastrophes et aux situations d'urgence.			X	
	- Informations et formation à la gestion intégrale du risque dans la protection de la population, analyse de risque tant nationale que cantonale, protection des infrastructures critiques	Brochures et exposés à l'intention des écoles et du public intéressé	X			X

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Tertiaire	Grand pub.
Office fédéral de la protection de la population (OFPP)	- Protection des biens culturels (PBC)	Sensibilisation des groupes-cibles à la protection des biens culturels en Suisse. Grâce à l'Inventaire PBC du géoportail de la Confédération <sup>54</sup> , il est possible de visualiser les menaces et les risques pour les biens culturels (cartes de dangers, carte de séismes, etc.), mais également de mettre en avant le potentiel des biens culturels pour le secteur touristique (en lien avec La Suisse à pied, La Suisse à vélo, etc.). Liens vers swisstopo (voir plus bas <a href="http://www.sChoolmaps.ch">www.sChoolmaps.ch</a> ), vers le DFAE (droit humanitaire international, missions de la DDC liées notamment à des biens culturels détruits à la suite de catastrophes naturelles), vers le DFI (patrimoine mondial), etc.				X
Office fédéral de topographie (swisstopo)	- Plateforme <a href="http://www.sChoolmaps.ch">www.sChoolmaps.ch</a> <sup>55</sup>	En collaboration avec des experts de swisstopo ainsi qu'avec des spécialistes en didactique spécialisée et en pédagogie des médias, des enseignants développent des idées d'enseignement fondées sur le Visualisateur de cartes de la Confédération ( <a href="http://map.geo.admin.ch">map.geo.admin.ch</a> ) et les mettent en pratique. Partenaires de coopération : Office fédéral de la communication (OFCOM), Beratungsstelle Digitale Medien in Schule und Unterricht – imedias de la Haute école pédagogique FHNW, Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin CIIP, Haute école pédagogique des cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel HEP BEJUNE, Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana SUPSI, organisations partenaires locales dans le domaine de la pédagogie scolaire.		X		

<sup>54</sup> <https://map.geo.admin.ch/?topic=kgs>

<sup>55</sup> [https://www.schoolmaps.ch/fr/category/1\\_enseignement/](https://www.schoolmaps.ch/fr/category/1_enseignement/)

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
Défense, commandement de l'Instruction, directives concernant l'instruction et la gestion	- Journée d'information pour les conscrits	Lors de la journée d'information, les conscrits sont informés de leurs droits et de leurs devoirs relatifs à leur obligation de servir et sur les instruments existants de la politique de sécurité.				X
	- Instruction de base générale dispensée par le service d'instruction de base dans les écoles de recrues et les écoles de cadres	Les recrues, les sous-officiers et les officiers reçoivent du service d'instruction de base une formation obligatoire dans les domaines politiques suivants: politique de sécurité de la Suisse ; bases légales de l'engagement de l'armée; éthique, notions de droit, droit des gens en temps de guerre; extrémisme; gestion de la diversité; pouvoirs de police de la troupe et service de garde.			X	
	- Instruction à l'Académie militaire ACAMIL pour les officiers de carrière (bachelor en sciences politiques à l'EPF de Zurich)	Les futurs officiers de carrière titulaires d'une maturité gymnasiale ou d'une maturité professionnelle avec examen complémentaire accomplissent la filière d'études bachelor de 3 ½ ans au titre de formation de base. La filière d'études en sciences politiques donne aux aspirants officiers de carrière une connaissance étendue des sciences politiques, sociales et militaires à l'appui de leurs exigeantes fonctions de conduite. Thèmes traités en lien avec l'éducation civique : bases légales de la politique de sécurité ; politique de sécurité suisse et internationale; droit international; sciences politiques et relations internationales ; politique européenne ; politique étrangère de la Suisse ; cyberspace dans le contexte international.			X	
<b>Département fédéral des finances (DFF)</b>						
Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
Administration fédérale des contributions (AFC)	- Information et formation concernant le système fiscal suisse et les obligations de collaborer en matière d'impôts	Brochures et service de présentations dans les écoles.	X			



Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
Administration fédérale des douanes (AFD)	- Formation professionnelle initiale et formation professionnelle continue (formation de base) Spécialiste en douane et sécurité des frontières avec brevet fédéral	Dans le cadre de la formation et de la formation continue sont notamment traités les thèmes spécifiques ci-après : tâches et organisation de l'AFD, notions de base du droit, structure de l'état de droit ; accords internationaux, droits humains et éthique professionnelle.	X	X		
<b>Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)</b>						
Service compétent	Activité	Remarques	EO	Sec. II	Terti-aire	Grand pub.
Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI	- Soutien à la coopération entre la Haute école pédagogique de Lucerne et le mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem	Organisation de séminaires au mémorial de Yad Vashem pour préparer les futurs enseignants au traitement de la Shoah dans l'enseignement			X	
	- Enseignement de la culture générale au secondaire II pour toutes les formations professionnelles initiales	La culture générale dans la formation professionnelle initiale transmet des compétences fondamentales pour se développer sur le plan social. Le plan d'études cadre pour l'enseignement de la culture générale contient des objectifs de formation dans le domaine « société » visant à encourager le développement de compétences en matière de politique, de droit, d'éthique et de développement durable. Les divers aspects se complètent les uns les autres lorsqu'un thème est traité, permettant un travail interdisciplinaire sous divers angles.		X		

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI	- Maturité professionnelle	Dans l'enseignement menant à la maturité professionnelle, l'éducation à la citoyenneté est dispensée avant tout dans les branches complémentaires. Selon le plan d'études cadre pour la maturité professionnelle, les personnes en formation se font ainsi une idée du contexte historique. Celui-ci les aide à se situer par rapport au processus permanent que représentent les développements culturels et sociétaux. L'enseignement transmet par ailleurs les connaissances de base requises pour comprendre des processus politiques, être sensibilisé à l'interaction entre la politique et les médias et se forger une opinion personnelle.		X		
	- Maturité gymnasiale	Afin d'approfondir la maturité sociale des élèves (objectif des études conformément à l'art. 5 RRM/ORM <sup>56</sup> ), les gymnases sont tenus de participer à l'éducation à la citoyenneté et au développement durable. Par le projet « Évolution de la maturité gymnasiale » <sup>57</sup> (EVMG), la Confédération et les cantons souhaitent notamment renforcer la comparabilité des compétences dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et au développement durable. Il est proposé pour cela de faire figurer ces thèmes – parmi d'autres liés aux défis sociétaux actuels ou à venir – dans le RRM/l'ORM, sous la notion « thèmes transversaux ». Une procédure de consultation / audition des RRM/ORM révisés est prévue pour 2022.		X		
	- Développement durable dans la formation professionnelle <sup>58</sup>	Les diplômes de la formation professionnelle initiale et ceux de la formation professionnelle supérieure intègrent les évolutions récentes dans l'économie et la société. La création de nouveaux profils professionnels et le développement des profils existants tiennent compte des aspects de développement durable propres aux professions. La dimension « Société » traite des aspects tels que l'égalité/l'équité des chances, la non-discrimination ou la participation, considérés comme des éléments des compétences professionnelles.		X	X	

<sup>56</sup> Règlement et Ordonnance du 15 février 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale

<sup>57</sup> [Projet matu2023](#)

<sup>58</sup> [Guide sur le développement durable dans la formation professionnelle, SEFRI, \(2020\)](#)

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Tertiaire	Grand pub.
Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI	- Développement durable dans les hautes écoles suisses	Par des contributions liées à des projets (art. 59 LEHE <sup>59</sup> ), la Confédération soutient des programmes et des projets présentant un intérêt dans le système des hautes écoles. Les programmes et les projets sont financés à parts égales par la Confédération et par les hautes écoles.  Une vue d'ensemble des mesures en question est disponible sur le site Internet de swissuniversities <sup>60</sup> .			X	
	- Soutien, par des subventions liées à des projets, du projet « U Change – initiatives étudiantes vers un développement durable », qui s'adresse aux étudiants des hautes écoles suisses. » <sup>61</sup>	U-Change : Il s'agit d'un programme destiné à soutenir les étudiants des hautes écoles à réaliser des projets pour le développement durable, et ceci pour les étudiants par les étudiants. Tous les types de hautes écoles sont inclus (HEU, HES, HEP). Mené une première fois pendant la période FRI 2017-2020, il est à nouveau en place pour 2021-2024 ; la coordination du programme est assurée par les Académies. Il donne lieu à des journées thématiques, des ateliers, des tables rondes et notamment une conférence annuelle, le Sustainable University Day.			X	
	- Programme soutenu par des contributions liées à des projet SUDAC « swissuniversities Development and Cooperation Network » <sup>62</sup>	SUDAC soutient la collaboration entre les différents types de hautes écoles suisses et leurs partenaires du Sud afin d'atteindre un excellent niveau d'éducation, de recherche et d'innovation sur les défis mondiaux. Il cherche à mettre en place un réseau entre les différentes institutions sur le long terme. Le programme collabore avec des partenaires tels que la Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE), la Höhere Fachschule für Technik Mittelland (HFTM) ainsi que la Direction du développement et de la coopération (DDC). Il a également été mené une première fois pendant la période FRI 2017-2020 et est à nouveau en place pour 2021-2024. La coordination du programme est assurée par swissuniversities.			X	

<sup>59</sup> Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le doamien suisse des hautes écoles, RD 414.20

<sup>60</sup> <https://www.swissuniversities.ch/fr/> > Thèmes > Politique des hautes écoles > Durabilité

<sup>61</sup> Projets [www.u-change.ch](http://www.u-change.ch) et [Sustainable University Day](http://Sustainable University Day)

<sup>62</sup> Programme SUDAC : [P6 SUDAC](#)

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Tertiaire	Grand pub.
Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI	- En tant qu'organe responsable du domaine des EPF, le Conseil fédéral attend de ces établissements qu'ils appliquent une approche interdisciplinaire et favorisent l'esprit critique dans leurs filières d'enseignement, conformément aux objectifs stratégiques 2021-2024 qui leur ont été assignés.	Le Conseil fédéral fixe les objectifs stratégiques pour le domaine des EPF pour quatre ans. Ces objectifs concordent, par leur calendrier et leur teneur, avec l'enveloppe budgétaire allouée par la Confédération. Les objectifs stratégiques sont d'ordre supérieur ; les EPF disposent d'une marge de manœuvre pour les réaliser.			X	
	- Université de Berne : Interdisziplinäres Zentrum für Geschlechterforschung (IZFG)  Le centre travaille à la croisée entre science et pratique. Il mène des recherches sur des sujets sociopolitiques dans une perspective de genre et formule des recommandations sur la mise en pratique. Il fait partie du Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH) <sup>63</sup> .	Thèmes principaux du moment : <i>Genre et Développement, Droits humains et Discrimination, Travail et Carrière, Politique d'égalité, Post-colonialisme, Mouvements d'émancipation, Théorie féministe, Pauvreté &amp; Précarité, Soins à la personne.</i>			X	

<sup>63</sup> [Interdisziplinäres Zentrum für Geschlechterforschung, Université de Berne](#)

Service compétent	Activités	Remarques	EO	Sec. II	Ter-tiaire	Grand pub.
<b>Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)</b>						
Office fédéral de l'environnement (OFEV)  Office fédéral de l'énergie (OFEN)  Office fédéral du développement territorial (ARE)	- Soutien à éducation21, le centre national de compétences pour l'éducation au développement durable.	Voir descriptif à la fin du tableau	X			

La fondation **éducation21** est le Centre national de compétences et de prestations pour l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) en Suisse. Son objectif est que les enfants et les adolescents acquièrent, à l'école et dans le cadre de l'enseignement, des compétences qui leur permettent de participer activement à un développement durable en faisant preuve de sens critique. Agence spécialisée de la CDIP, éducation21 est soutenue par la Confédération. Elle encourage, en partenariat avec des acteurs scolaires et extrascolaires, l'ancrage pratique, la mise en œuvre et le développement de l'EDD à l'école, comprise comme un milieu d'apprentissage, de vie et de travail. Elle prépare des dossiers thématiques pour le corps enseignant, notamment sur l'éducation en vue d'un développement durable. éducation21 est également responsable de la coordination nationale du Réseau d'écoles21. Celui-ci regroupe des écoles désireuses de promouvoir la santé, d'encourager le développement durable et d'instaurer l'EDD à l'école et dans l'enseignement.

### 3.3 Annexe 3

Liste des interventions parlementaires dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté et la démocratie (2010-2021)

Année	Titre	Etat	Documentation
2010	Interpellation Riklin Kathy <a href="#">Renforcer l'éducation à la citoyenneté dans les écoles professionnelle</a>	Liquidé	2001, <a href="#">Etude Citizenship and Education</a>
2011	Question Rennwald Jean-Claude <a href="#">Elections. Améliorer la participation des jeunes et des migrants</a>	Liquidé	
2012	Question Gross Andreas <a href="#">Réduire les déficits démocratiques</a>	Liquidé	
2013	Interpellation Aubert Josiane <a href="#">ORFO 2012. Vers la suppression de l'éducation civique chez les jeunes apprentis et gymnasien?</a>	Liquidé	
2013	Postulat Aubert Josiane <a href="#">Education civique au secondaire II. Bilan</a>	Classé	2015, <a href="#">Rapport d'expertise</a> 2016, <a href="#">Rapport du Conseil fédéral</a> 2019, <a href="#">Thèses des experts</a>
2013	Postulat Reynard Mathias <a href="#">Renforcer la Session des jeunes</a>	Classé	
2013	Postulat Masshardt Nadine <a href="#">Renforcement de l'éducation à la citoyenneté</a>	Liquidé	
2014	Postulat Reynard Mathias <a href="#">Droit de vote à 16 ans et renforcement de l'éducation à la citoyenneté</a>	Liquidé	
2014	Motion Amherd Viola <a href="#">Encouragement du projet "Ecoles à Berne"</a>	Liquidé	
2014	Interpellation Masshardt Nadine <a href="#">Le Lehrplan 21 accorde-t-il une place suffisante à l'éducation à la citoyenneté?</a>	Liquidé	
2015	Interpellation Reynard Mathias <a href="#">Civisme et apprentissage. Encourager la culture générale ne signifie pas éduquer à la citoyenneté</a>	Liquidé	
2015	Postulat Masshardt Nadine <a href="#">L'éducation à la citoyenneté est une prestation d'intérêt public</a>	Liquidé	
2016	Interpellation Amherd Viola <a href="#">La Confédération doit contribuer au renforcement de l'éducation à la citoyenneté</a>	Liquidé	
2016	Postulat Caroni Andrea <a href="#">Stratégie globale en matière d'éducation civique en Suisse</a>	Classé	2018, <a href="#">Rapport du Conseil fédéral</a>
2016	Postulat Reynard Mathias <a href="#">Participation politique des jeunes. Renforcer l'éducation à la citoyenneté et évaluer un abaissement de l'âge du droit de vote</a>	Liquidé	
2017	Initiative parlementaire Mazzone Lisa <a href="#">Introduire les droits politiques dès 16 ans pour renforcer la démocratie</a>	Liquidé	2017, <a href="#">Rapport de commission</a>

2017	Postulat Seiler Graf Priska <a href="#">Envoi de la brochure easyvote aux jeunes citoyens de toutes les communes de Suisse</a>	Liquidé	
2019	Postulat Bendahan Samuel <a href="#">Allouer les ressources initialement prévues pour l'e-voting à l'encouragement à la participation politique des jeunes</a>	liquidé	
2019	Initiative parlementaire Arslan Sibel <a href="#">Donner la parole aux jeunes. le droit de vote dès 16 ans est un premier pas dans la vie politique active</a>	Donné suite	2020 <a href="#">Rapport de commission</a>
2020	<a href="#">Arrêté fédéral sur le programme de législature 2019 à 2023</a> Article 8, Objectif 7, chiffre 37 La Suisse renforce la cohésion des régions et favorise la compréhension entre les cultures et les communautés linguistiques. Les mesures suivantes sont prises en vue d'atteindre l'objectif 7 : <sup>37</sup> Adoption du message sur l'éducation citoyenne des jeunes en collaboration avec les cantons		
2021	Initiative parlementaire Masshardt Nadine <a href="#">L'éducation à la citoyenneté est une prestation d'intérêt public</a>	Non encore traité au conseil	

### 3.4 Bibliographie

- Campus für Demokratie, Stiftung Dialog (10.09.2019): *Partizipation von jungen Menschen – Potential für die Gemeinde*. Von [https://campusdemokratie.ch/wp-content/uploads/2019/09/Eventbericht\\_Graubünden\\_DE.pdf](https://campusdemokratie.ch/wp-content/uploads/2019/09/Eventbericht_Graubünden_DE.pdf).
- CDIP (1994): Plan d'études cadre pour les écoles de maturité, PEC des écoles de maturité, Berne.
- CDIP (2018): Plan d'études cadre pour les écoles de culture générale, Berne.
- Drumherum Raumschule. (2016). *Pausen(t)räume Schule Wauwil*. Von Pausen(t)räume Schule Wauwil:[https://www.schulewauwil.ch/app/download/13568175834/Pausen\(T\)räume%20Nov.%202017.pdf?t=1516203830](https://www.schulewauwil.ch/app/download/13568175834/Pausen(T)räume%20Nov.%202017.pdf?t=1516203830).
- Drumherum Raumschule (2016): *Schul(t)räume Schule Wauwil*. Von Schul(t)räume Schule Wauwil: <https://www.schule-wauwil.ch/app/download/13408314334/Schul-T-räume.pdf?t=1516204231>.
- Gilgen, F. (10.09.2019): *Schülerinnen und Schülerrat Bonaduz: "BestPractice in der Schule: Der Schülerinnen- und Schülerrat der Primarschule Bonaduz"*. Von [https://campusdemokratie.ch/wp-content/uploads/2019/09/2\\_Best-Practice-in-der-Schule\\_10.09.19.pdf](https://campusdemokratie.ch/wp-content/uploads/2019/09/2_Best-Practice-in-der-Schule_10.09.19.pdf).
- Hotz, H. (non daté): *Just Community – "Gerechte und fürsorgliche Schulgemeinschaft"*. Von <https://www.schule-heiden.ch/public/upload/assets/1626/JustCommunityH.Hotz.pdf>
- Primarschule Balainen. (2019). *Just Community - Weg Balainen*. Von [https://schulebalainen.ch/storage/docs/content\\_standard/11/de/CeFNEqQuUQSMmvmnuKgVzxyKThT77FOe79jMG7OO.pdf](https://schulebalainen.ch/storage/docs/content_standard/11/de/CeFNEqQuUQSMmvmnuKgVzxyKThT77FOe79jMG7OO.pdf).
- Primarschule Heiden (non daté): *Just Community - Gelebte Demokratie im Schulhaus*. Von <https://www.schule-heiden.ch/dorf-primarschule/projekte/just-community.html/50>
- Primarschule Heiden (non daté): *Just Community. Gelebte Demokratie in der Schule*. Von <https://www.schule-heiden.ch/public/upload/assets/1635/FlyerJC.pdf>.
- Primarschule Steiacher Brüttisellen (2018): *Just Community Versammlung vom 27. März 2018*. Von [https://www.steiacher.ch/unsere\\_Schule/Archiv/JC\\_27\\_03\\_18/JC\\_27\\_03\\_18\\_home.htm](https://www.steiacher.ch/unsere_Schule/Archiv/JC_27_03_18/JC_27_03_18_home.htm).
- Projektgruppe Just Community (2016): *Konzept Just Community*. Von [https://steiacher.ch/unsere\\_Schule/abc/Just%20Community-Konzept\\_V3.pdf](https://steiacher.ch/unsere_Schule/abc/Just%20Community-Konzept_V3.pdf).
- Schule Wauwil (07.05.2021); *Schule Wauwil*. Von Überarbeitung des Siedlungsleitbildes der Gemeinde Wauwil, Partizipation des Kids-Rates und Sek\_rates: <https://www.schule-wauwil.ch/über-uns/partizipation-1/kids-rat-und-sek-rat/>.
- SEFRI (2006): Plan d'études cadre pour l'enseignement de la culture générale, PC CG, Berne.
- SEFRI (2012): Plan d'études cadre pour la maturité professionnelle, PEC MP, Berne.
- SEFRI (2018): L'éducation à la citoyenneté en Suisse – une vue d'ensemble, Rapport du Conseil fédéral en exécution du posutlat 16.4095, Andrea Caroni, 15.12.2016, Berne.
- SEFRI (2019): Thèses du groupe d'experts sur l'éducation à la citoyenneté au degré secondaire II, Berne.
- Stadelmann-Steffen, Koller et Sulzer (2015): L'éducation à la citoyenneté au secondaire II : bilan – Rapport d'expertise demandé par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).
- Vontobel, M. (06.2020). Rollsportanlage bereit – let's roll. *Die Gemeinde Bonaduz aktuell*, S. 1. Von [https://bonaduz.ch/data/upload/bonaduz/Dateien/01\\_Ueber-Bonaduz/Aktuelles/Bonaduz%20aktuell/Bonaduz\\_aktuell\\_06-2020.pdf](https://bonaduz.ch/data/upload/bonaduz/Dateien/01_Ueber-Bonaduz/Aktuelles/Bonaduz%20aktuell/Bonaduz_aktuell_06-2020.pdf).



<b>Abréviation</b>	<b>Signification</b>
ACAMIL	Académie militaire
AEU	Association suisse des enseignant-e-s d'université
AFC	Administration fédérale des contributions
AFD	Administration fédérale des douanes
ARE	Office fédéral du développement territorial
BFEH	Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CFM	Commission fédérale des migrations
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIIP	Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin
CRS	Croix-Rouge suisse
CSDH	Centre suisse de compétence pour les droits humains
DAE	Direction des affaires européennes (du DFAE)
DDC	Direction du développement et de la coopération (du DFAE)
DDIP	Direction du droit international public (du DFAE)
DEFR	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DFF	Département fédéral des finances
DFI	Département fédéral de l'intérieur
DP	Direction politique (du DFAE)
DSH	Division Sécurité humaine (du DFAE)
ECM	Education à la citoyenneté mondiale
EDD	Éducation en vue d'un développement durable
EnCG	Enseignement de la culture générale
EPF	École polytechnique fédérale
ES	École supérieure
EVMG	Evolution de la maturité gymnasiale
FHNW	Fachhochschule Nordwestschweiz (Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse)
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
FSPJ	Fédération suisse des parlements des jeunes
GCED	Global Citizenship Education
GPCCE	Global Programme Climate Change and Environment
GPW	Global Programme Water
HEP BEJUNE	Haute école pédagogique des cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel
HFTM	Höhere Fachschule für Technik Mittelland
IIJ	Institut international pour la justice et l'État de droit
IHRA	International Holocaust Remembrance Alliance
ISDC	Institut suisse de droit comparé

<b>Abréviation</b>	<b>Signification</b>
IZFG	Interdisziplinäres Zentrum für Geschlechterforschung, Université de Berne
KFPE	Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement
LEEJ	Loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse
LEHE	Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles, RS 414.20
LFPPr	Loi fédérale sur la formation professionnelle
MAS	Master of Advanced Studies
NEZI	Netzwerk Erst-, Zweit- und Interkultur (de la Haute école pédagogique de Zurich)
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
OFCOM	Office fédéral de la communication
OFEN	Office fédéral de l'énergie
OFEV	Office fédéral de l'environnement
OFSP	Office fédéral de la santé publique
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU DC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
Ortra	Organisation du monde du travail
OSAV	Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires
PMC	Peace Mediation Course
RMC	Religion and Mediation Course
RS	Recueil systématique du droit fédéral
SDG	Sustainable Development Goals
SEFRI	Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation
SEM	Secrétariat d'État aux migrations
SG	Secrétariat général
SLR	Service de lutte contre le racisme
SUDAC	swissuniversities Development and Cooperation Network
SUPSI	Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana
UN CC: Learn	One UN Climate Change Learning Partnership
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UZH	Université de Zurich
VBS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
YASS	Young Adult Survey Switzerland
ZDA	Zentrum für Demokratie Aarau